



CODESRIA

13

ḡmḡ

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

VERSION PROVISOIRE
NE PAS CITER

L'Afrique a-t-elle un cahier de charge face aux pays émergents ?

NIANG 6ma

Université de Dakar -Sénégal Cheikh Anta Diop

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Introduction

La question des relations entre les pays émergents et le continent est alimentée depuis quelques temps par une littérature très abondante, particulièrement celle concernant les nouvelles relations entre la Chine et l'Afrique, fruits d'une stratégie discrète et savamment entretenue par un activisme diplomatique et commercial chinois¹, par la mobilisation d'énormes ressources financières destinées aux projets/investissements Sud-Sud depuis le début des années 2000 et la succession effrénée des forums et autres sommets Chine-Afrique, Inde-Afrique, ou encore Inde-Brésil-Afrique du Sud .

Cette communication cherche à analyser la question des rapports entre l'Afrique et les pays émergents singulièrement avec la Chine dans une perspective prospectiviste afin de voir loin et penser global pour une stratégie africaine d'engagement. Elle n'a ni l'intention de faire l'apologie de la Chine sur ses prétendus bienfaits pour le continent au cas où ne l'aurait pas mesurée l'autruche africaine² ; ni de siffler la fin des privilèges européens en Afrique³ ; encore moins de verser dans une certaine « Sinophobie ».

Cette nouvelle maladie diagnostiquée dans la littérature occidentale par les thuriféraires de la Chine comme une maladie infantile de capitalistes névrosés, d'idéologues hystériques⁴, de libéraux maniaco-dépressifs et en panne de propositions. Pour qui la Chine est une puissance prédatrice⁵

L'objet de cette communication n'est pas de défoncer des portes déjà ouvertes et de s'ajouter à cette littérature déjà abondante où chacun cherche à se faire peur, mais plutôt de voir comment l'Afrique peut reprendre l'initiative et créer sa voie en dehors de celles déjà définies par les puissances traditionnelles et émergentes. Il s'agira d'anticiper sur ce que seront dans l'avenir les relations entre l'Afrique et les pays émergents, opportunité ou menace. De la sorte, non seulement l'avenir aura été préparé, mais il aura été appelé et compris par une stratégie d'engagement. C'est notre unique chance de ne plus voir les sociétés surprises ou les économies sont asphyxiées victimes de retards, d'inadaptations, qu'on pourrait éviter.

Partant donc du principe selon lequel « la prospective suppose une liberté que ne permet pas l'obligation à laquelle nous soumet l'urgence », la question qui doit porter

¹ Politique Africaine, n°113 mars 2009, p2.

² Adama Gaye, Chine-Afrique : le dragon et l'autruche, l'Harmattan 2006.

³ Thierry Bangui, La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique, Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir ? L'Harmattan 2009.

⁴ Niquet Valérie, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, février 2006

⁵ Imbert Anne, « Quand la Chine fait son bol de riz sous le regard inconscient de l'occident », <http://www.news.batiweb.com;09/08/11>.

l'attention des Africains est celle-ci : Comment concilier les urgences (contraintes qui s'imposent à nous) et qui n'attendent pas et l'Avenir qui ne viendra pas de lui-même, mais doit être construit par un acte libre de volonté et d'imagination ?

Toutefois, il faut noter que nous assistons à une guerre économique et commerciale entre les différentes puissances impériales pour dominer les marchés et le globe, les sociétés et les cultures, les hommes, l'environnement, particulièrement en Afrique qui demeure la scène et l'enjeu des conflits mondiaux, qu'un acteur pleinement autonome et responsable, notamment dans les domaines géostratégique, économique et politique.

Comment l'Afrique peut sortir des pièges de la gouvernance mondiale au moment où elle tarde à obtenir un rôle et une place dans la gouvernance économique mondiale pour influencer sur les décisions de ce monde. Malheureusement le continent africain a du mal à s'organiser pour disposer d'institutions fortes et respectables capables de définir une feuille de route pouvant lui permettre de se faire une place dans le gotha des institutions, de faire face aussi aux nouvelles stratégies des pays émergents, qui ont su s'organiser et s'imposer dans les grandes institutions de ce monde, au point d'imprimer leur temps à la marche du monde.

Partant de là permettre aux sociétés civiles africaines c'est-à-dire ces corps intermédiaires, ces corporations, ces associations, ces industriels, qui après avoir développé des stratégies de survie après la période de l'endettement, des politiques d'ajustement ,doivent s'organiser pour éviter d'être pris au piège de « la globalisation subalterne » qui se manifeste par l'arrivée d'acteurs économiques privés chinois au niveau des circuits de l'économie informelle.

Une gouvernance par le bas qui ne semble pas plaire aux opérateurs économiques locaux (Sénégal, conflit entre commerçants chinois et organisations patronales) qui accusent les Chinois de les priver toute forme d'accumulation primitive de capital en opérant des transferts massifs de valeurs de la périphérie vers le Centre⁶. Un phénomène que Samir Amin décriait sous les termes suivants : « *Le phénomène du « sous développement » n'est donc rien d'autre que le résultat de la persistance de phénomènes relevant de l'accumulation primitive au bénéfice du centre, phénomènes dont l'étude des formes successives au fur et à mesure des transformations du centre constitue la problématique* »⁷.

⁶ NIANG I, « *Les Chinois du secteur informel dakarois* », Mémoire de Maitrise de Sociologie, UCAD, 2006.

⁷ AMIN. S, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, Paris, p 32

L'accumulation primitive provenant de l'exploitation des secteurs non capitalistes comme l'artisanat et le commerce ont plus subi l'impact de l'implantation du commerce chinois du fait que les produits de cette accumulation primitive leurs échappent. C'est ainsi que ce capital, que les acteurs locaux thésaurisaient, est transféré par le Chinois vers les lieux de production de Hénan, de Canton devenus les ateliers du monde pour ne pas dire le nouveau centre du capitalisme.

1. Quand le Soleil se lève à l'Est⁸

La montée en puissance de l'industrie des pays de l'Extrême Orient est incontestablement l'un des faits économiques les plus significatifs de la seconde moitié de XX^e siècle. Celle-ci, analysée sous le prisme historique plus large apporte la preuve qu'il n'y a pas de fatalité du sous développement Daniel Etounga Manguelle (1991)⁹ et Axelle Kabou¹⁰ et confirme après les précédents japonais, indien et sud africain que le capitalisme se lève aussi à l'Est, et, n'est pas destiné à n'exister que dans les régions de peuplement européen.

La réinvention du capitalisme¹¹ par les pays de la mer de Chine souligne toutefois l'importance des dynamiques nationales et des processus d'appropriation locale des techniques étrangères dans la diffusion de ce mode de production.

L'expansion du capitalisme dans les régions généralement soumises à l'ancienne division internationale du travail fruit de la jonction des stratégies nationales de développement et des stratégies privées d'investissement des firmes multinationales est à l'origine d'une recomposition en profondeur de la carte économique mondiale¹².

Contrairement à une bonne partie des pays africains et particulièrement ceux dits rentiers, qui avaient misé sur une croissance orientée dans l'exploitation outrancière de leurs ressources naturelles sans varier leurs bases exportatrices. Ces économies font aujourd'hui l'objet d'une marginalisation inexorable dans les relations économiques internationales, dont les conséquences économiques environnementales et sociales peuvent être catastrophiques à court ou long terme et annihiler les immenses efforts consentis par plusieurs générations.

⁸ Robert Mugabé : « il nous faut nous tourner vers l'Est, là où se lève le soleil » Discours prononcé à l'occasion du 25 anniversaire d'indépendance du Zimbabwe.

⁹ MANGUELLE D.E., *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel*, Paris, Editions Nouvelles du Sud, 1991, 180p.

¹⁰ KABOU A., *Et si l'Afrique refuserait le développement*, Paris, L'harmattan, 1993, 208p.

¹¹ BAYART J.F., *La réinvention du capitalisme*, Paris, Editions Karthala, 1994.

¹² ADDA, J. *La mondialisation de l'économie*, tome 2 : Problèmes

Les pays dits émergents par contre, ont réussi à transformer leurs spécialisations internationales, et à prendre pied sur les marchés mondiaux des biens manufacturés et des services en constituant un pôle d'attraction puissant pour les capitaux circulant désormais librement à l'échelle mondiale.

Il y'a des lors une tendance forte qui se dégage dans l'analyse des relations internationales. De la guerre froide marquée par une bipolarisation du monde entre le bloc communiste et le bloc capitaliste, à la chute du mur de Berlin, en passant par d'autres événements majeurs qui auront été déterminants dans la marche du monde, le schéma de compréhension de la géopolitique a fortement évolué, à telle enseigne qu'il ne serait pas illégitime de parler d'une révolution copernicienne qui s'est opérée à partir de l'empire du milieu et bouleverser complètement les vieilles théories.

2. Une rupture paradigmatique de la compréhension du système-monde¹³

Aux rapports classiques de dépendance qui caractérisaient les relations entre un Nord développé et un Sud sous développé, se superposent désormais des rapports de concurrence qui sont susceptibles de fragiliser tout Etat du Nord comme du Sud incapable de promouvoir la compétitivité à long terme de son économie nationale.

A ce rythme le XXI^e siècle semble se dessiner sans le continent africain. Dès lors, l'on se pose de manière légitime à quand l'Afrique au moment où des possibilités se présentent à elle? Face à une accélération du rythme de la mondialisation, de la course aux ressources minières et les enjeux géopolitiques liés, qui vont avoir de nouvelles répercussions importantes sur les relations entre l'Afrique et les intérêts économiques des pays émergents.

Comme les besoins en matières premières (surtout pétrolières) des pays émergents deviennent de plus en plus importants, le continent africain devient de nouveau très attractif du point de vue économique et constitue même un enjeu de taille. Toutefois l'analyse de cette présence en Afrique peut être abordée de plusieurs manières et étudiée à différentes échelles.

Elle est révélatrice d'un changement paradigmatique qui fait que l'Afrique passe d'un continent « à la dérive » à celui de toutes les convoitises. Elle n'est plus ce continent dont on

¹³ Immanuel Wallerstein définit le système monde comme étant la réalité sociale dans laquelle nous vivons et qui détermine nos choix sociaux, il n'est pas constitué d'une multitude d'Etats mais d'une entité plus grande, que nous appelons un « système-monde ». un système comportant plusieurs institutions-Etats et système interétatique, entreprises, ménages, classes...et que ces institutions forment une matrice qui permet au système de fonctionner, mais qui, ce faisant alimente aussi les conflits et la contradiction qui la traversent en permanence (Wallerstein 2006)

avait lu l'oraison funèbre ; celui qui n'avait plus d'avenir, où les vieilles puissances semblaient se retirer les unes aux autres.

Aussi, les derniers événements survenus en Cote d'Ivoire, en Libye et le partage du Soudan viennent confirmer que le continent est redevenu l'objet des convoitises. Le théâtre d'opération de la nouvelle guerre froide opposant les vieilles puissances et les pays émergents.

Le Produit Afrique a gagné des points dans l'échelle des valeurs et pour parler comme les professionnels du marketing, elle (l'Afrique) connaît un nouveau positionnement, qui fait d'elle un enjeu entre les puissances traditionnelles et les pays émergents. C'est la conséquence de l'évolution des grands équilibres géostratégiques, géopolitiques et géo économie qui traduit ce regain d'intérêt autour du continent africain.

L'Afrique, même si elle ne représente encore qu'une part négligeable du commerce mondial, retrouve une position au cœur des enjeux géopolitiques mondiaux. Au point que le magazine Jeune Afrique en titrant « L'Afrique courtisée »¹⁴, résume ainsi ce nouvel engouement lié à une demande croissante des matières premières dont l'Afrique abonde et l'intérêt relativement nouveau des pays émergents pour le continent est important.

Le schéma explicatif, d'un monde passait du bipolarisme à un monde multipolaire, et qui permettait de comprendre les relations économiques internationales, a considérablement changé avec l'avènement de nouveaux centres avec sa périphérie. C'est un postulat intéressant qui devrait être éprouvée avec le temps. Au demeurant, les nouvelles relations en train de se tisser entre l'Afrique et la Chine depuis maintenant 11 ans, date du premier forum sino-africain, préfigurent de nouveaux types de relations en dehors des anciens schémas d'explication du monde.

Une situation qui est dans l'ordre des possibles dans la mesure où tout porte à croire que ces relations sont appelées à durer et à se renforcer. Ce contexte dans lequel nous sommes, nous impose à repenser la mondialisation devenue une affaire des nations¹⁵ (Inde-Chine-Brésil et Russie), dès lors que l'économie mondiale est portée par l'expansion de ces nouvelles puissances hégémoniques, même si dans la littérature c'est une affaire de firmes multinationales et d'entreprises privées, contredisant ainsi une certaine doctrine sur la mondialisation¹⁶.

¹⁴ L'Etat de l'Afrique 2007, Hors Série *Jeune Afrique* n° 15, Avril 2007, Paris, p. 18 à 54.

¹⁵ *Marianne* http://www.marianne-en-ligne.fr/e-docs/00/00/65/8E/document_article_marianne.phtml.

¹⁶ Hardt, M. et Antonio Negri, 2000, *Empire*, Paris, Exils Editeur

3. Histoire d'un rapprochement avec les pays émergents

Les pays émergents ont cherché chacun à sa manière de se rapprocher du continent africain afin d'entrer dans les bonnes grâces de leurs dirigeants qui ne savent plus distinguer ce qu'est une relation d'amitié et une relation d'intérêt. Malgré tout, c'est la course aux matières premières et aux nouvelles alliances ; conscient de cela le Brésil est même allé jusqu'à commettre des avocats pour défendre les pays africains à l'O.M.C contre les politiques occidentales et américaines de subventions de leurs produits agricoles.

Il est tout d'abord important de replacer la question que pose le rapprochement de ces pays (Chine, Inde, Brésil) et de l'Afrique dans son contexte global afin d'en saisir les enjeux à l'échelle mondiale avant d'en étudier les acteurs en présence et leurs stratégies dans une perspective prospectiviste.

L'Afrique est devenue un enjeu territorial entre les grandes puissances et les puissances émergentes afin d'assurer leur développement ou d'étendre leur influence mondiale. Ces antagonismes sont l'illustration d'une tendance à long terme de l'évolution des équilibres géopolitiques.

Il y a aussi une recomposition de la carte économique mondiale avec l'émergence de nouveaux pôles de développements. Ces puissances hégémoniques ont un intérêt très particulier et stratégique en Afrique particulièrement la Chine, qui nous servira de support dans la mise en évidence des relations entre l'Afrique et les pouvoirs émergents. La Chine gagne tous les contrats, commence à mettre fin au monopole français et grappille des parts de marchés très importants.

Les pays dits émergents se font progressivement une place dans ce nouvel ordre et viennent bouleverser ces anciens paradigmes de compréhension du monde. Comme l'écrit Yves Lacoste, « Quand la Chine change le monde ¹⁷ », il faut repenser notre vision du monde. Désormais, la coopération « Sud Sud » se développe de façon autonome, tirée par les grands pays émergents et en dehors des grands flux économiques centrés sur les grands pôles de développement occidentaux.

Dans la réalité, la croissance mondiale est portée par l'expansion des pays émergents, Chine, Brésil, Inde. Elle semble, de fait, redevenue au tournant du siècle une affaire de nations. C'est pour ces raisons que nous proposons de faire une réflexion sur l'Afrique et les pays émergents afin de voir si celle-ci a une feuille de route face à ces multiples partenaires, en mettant en place une stratégie d'engagement.

¹⁷ Lacoste Yves, « Quand la Chine change le monde », *Hérodote* n° 125, Paris, 2^e eme

Dès lors, quelle est la place de l'Afrique dans ce monde qui bouge et qui décide ? Quelle réponse avons-nous avec les propositions chinoise, indienne et brésilienne ?

C'est tout le sens de la dimension prospective de ce travail, « Que voulons-nous que nos rapports soient avec les pays dits émergents ? ». Il faudra donc construire cette nouvelle forme de partenariat en allant la chercher et non plus la subir. C'est-à-dire disposer d'un cahier des charges dans les négociations d'avec les pays émergents. Qu'est ce qu'un pays émergent d'abord ?

4. Les Pays émergents un concept flou

Le concept de **pays émergents** demeure très flou, malgré quelques efforts de clarifications conceptuelles allant dans le sens de mieux distinguer les pays qui peuvent légitimement se classer parmi ce groupe devenu depuis quelques temps l'objet d'une importante littérature et de tous les débats.

C'est ainsi que ce sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui vivent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie ainsi que les structures économiques convergent vers ceux des pays développés. Une définition qui est loin de faire l'unanimité autour d'elle tellement les pays répondant à ces indicateurs sont nombreux, certains soutiennent que les pays émergents sont les pays intermédiaires qui ne font plus partie des pays les moins avancés et qui sont devenus les nouveaux pays industrialisés, particulièrement les nouveaux dragons asiatiques.

Les cabinets de conseil, les institutions financières, les agences de notation ont défini aussi un certain nombre de caractéristiques pour designer les pays dits émergents en recourant à une certaine terminologie faisant référence aux marchés, aux capitaux et aux biens de consommation, contestant du coup la présence de certains pays parmi ceux dits émergents. Du fait que ces derniers bénéficient beaucoup plus de leur situation de rente par l'exportation massive de leurs matières premières avec la Russie qui doit sa bonne santé par la vente de ses hydrocarbures.

Concept utilisé pour la première fois par l'économiste néerlandais Antoine van Agtmael, en 1981, de la Société financière internationale pour designer les pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs. C'est devenu l'antichambre vers le développement achevé, un concept qui ne peut être considéré que comme étant transitoire. Toutefois on peut retrouver des pays offrant des opportunités d'investissements et faisant partie des moins avancés du globe.

Pour un auteur comme Christophe Jaffrelot, « si la question des pays émergents est traitée comme une évidence par les médias, définir la catégorie de ces nouveaux pays n'est pas une chose aisée. Le caractère flottant de cette catégorie est inhérent à son statut transitoire : « émerger » cela veut dire s'arracher du sous-développement et rejoindre le club fermé des pays riches, car nul n'a vocation à rester émergent. Mais quand le devient-on, et à partir de quand quitte-t-on cette nébuleuse ? »¹⁸.

Face à la complexité de la définition du concept, Jaffrelot énumère trois critères complémentaires qui selon lui permettent de mieux cerner le phénomène et de pouvoir se faire une idée claire des pays dits émergents.

- Une croissance forte et soutenue dans un contexte économique et social encore marqué par une plus grande pauvreté
- Une relative stabilité institutionnelle qui permet aux pays en question de disposer d'un Etat solide et de procédures de régulation des affaires économiques
- Une volonté de puissance qui suscite bien des appréhensions parmi les riches : les émergents s'affirment sur la scène internationale aux dépens des puissances issues des développements antérieurs

C'est pourquoi, il est impératif de repenser le concept de pays dits « émergents » afin de savoir qui est éligible et qui ne l'est pas. Et la manière dont ces pays ont émergé diffère des uns aux autres, pour dire qu'il n'y a pas de modèle d'émergence, même si des constantes demeurent dans le sens où ils partagent ces traits suivants : une économie fortement extravertie basée sur l'exportation de marchandises, de biens manufacturés et de matières premières, une volonté hégémonique marquée par de forts appétits énergétiques avec une forte présence dans les parties du monde où l'on retrouve ces réserves (Afrique); une remise en cause de la gouvernance mondiale actuelle pour une meilleure représentation des pays émergents au sein de ces institutions.

Enfin, des inégalités fortes partagées par ces pays émergents, qui se déclinent par des déséquilibres sociaux économiques et démographiques. Convenons avec la communauté en attendant d'y revenir plus amplement à prendre en compte dans le cadre de notre travail axé sur l'Afrique et les pays émergents, ces pays suivants comme étant ceux qui représentent les pays dits émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine).

A cet effet, l'acronyme BRIC a été inventé pour désigner les quatre principaux pays émergents qui seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. Il

¹⁸ Christophe Jaffrelot, *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris : Presses de Science Po, 2008, 381 p.

existe des variantes à cet acronyme, dont BRICM avec l'ajout du Mexique ou BRICS avec l'Afrique du Sud.

Les pays émergents dans leur ensemble connaissent un accroissement de leur revenu par habitant et donc de l'augmentation de leur part dans le revenu mondial. Ils se caractérisent par leur intégration rapide à l'économie mondiale d'un point de vue commercial (exportations importantes) et financier (ouverture des marchés financiers aux capitaux extérieurs). Ainsi, ces pays investissent de plus en plus à l'étranger : 117 milliards de dollars en 2005, soit 17 % du total mondial contre 10 % en 1982¹⁹. Fort de cela les pays émergents ont investi le continent africain avec l'intention de pouvoir maintenir leur taux de croissance et leur volume de développement dépendant des ressources énergétiques dont l'Afrique dispose.

L'intérêt que le continent suscite actuellement aux yeux des pays émergents a fait que pour s'attaquer aux subventions agricoles de certains de leurs produits. Le gouvernement brésilien a payé les avocats pour les Etats africains afin que ceux-ci puissent poursuivre les Etats-Unis et l'Europe devant l'OMC. L'OCDE, dans son étude sur les conséquences africaines de l'essor des pays émergents²⁰, explique que si les termes de l'échange s'améliorent très légèrement suite à l'augmentation de la demande, la présence des pays émergents y est pour quelque chose.

De telle sorte que l'Inde est devenue la première destination des produits sénégalais devant la France. Elle absorbe en moyenne 15% des exportations globales sénégalaises principalement avec les phosphates²¹.

Contrairement au Brésil et à l'Inde, la démarche chinoise associe une course aux alliances et un intérêt aux gisements en matières premières. C'est ainsi que des stratégies sont nouées avec la quasi-totalité des pays du continent en initiant l'organisation d'un forum de coopération Chine Afrique qui se tient tous les 3 ans. et les multiples visites de Hu Jintao depuis son avènement à la tête de la Chine sont les parfaites illustrations de l'importance du continent africain aux yeux de la Chine. La Chine est devenue un des partenaires les plus importants de certains pays africains, surtout ceux disposant des richesses pétrolières et

¹⁹ Rapport annuel sur l'investissement de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, chiffres cités dans « Le groupe indien Tata Steel prêt à racheter le sidérurgiste Corus », *Le Monde*, 17/10/2006

²⁰ Goldstein Andrea, Pinaud Nicolas, Reisen Helmut, Chen Xiaobao, *L'essor de la Chine et de l'Inde, quels enjeux pour l'Afrique ?*, OCDE, Paris, 2006, Pages 35 à 45.

²¹ Enda Prospectives, *L'impact de l'émergence Chinoise et Indienne en Afrique*, étude de cas sur le Sénégal, OCDE, 2007, 75 pages.

minières, mieux encore la Chine loue des territoires agricoles qu'elle compte faire exploiter directement par sa propre main d'œuvre²².

5. La chine et l'afrique : Histoire d'un rapprochement

Les relations sino-africaines ne datent pas d'avec la Conférence de Bandung ou la naissance de la Chine communiste. Elles sont très anciennes et remontent au XV siècle entre 1405 et 1433(Gaye, A. 2006, p.57). Le célèbre navigateur chinois Zheng He de la dynastie des Ming dirigea une flotte de 300 navires qui accostera en Afrique orientale. Ce fut à sa mort que les Chinois décidèrent de mettre fin à leurs relations commerciales et d'interrompre les visées expansionnistes de l'Empire du milieu soucieux de préserver son intégrité face à la menace de l'invasion mongole.

Ainsi, les relations sino-africaines vont demeurer interrompues durant une très longue période jusqu'à l'avènement des communistes en 1949, coïncidant avec la grande vague des indépendances des colonies. C'est une période durant laquelle la guerre idéologico-politique prit le dessus sur la dimension mercantiliste. La Chine pour se démarquer des deux blocs qui se menaient une « guerre froide » sera la tête de pont avec l'Inde du troisième bloc(le tiers-monde) et tirer dans son sillage les nouveaux Etats indépendants et les mouvements nationalistes indépendantistes qui vont bénéficier du soutien militaire de la Chine dans leur lutte de libération.

A cet époque l'Afrique retrouvait le grand frère qu'elle cherchait et du coup la Chine réussit sa « percée sentimentale » (Gaye, 2006, p.62) qui va se traduire par une importante politique d'aide au développement qui aboutira par l'envoi de coopérants chinois en Afrique, la construction de stade et de palais du peuple.

Les Chinois ne disposant pas de moyens financiers conséquents dans leur lutte d'influence qui les opposaient aux soviétiques vont recourir à des stratégies innovatrices et peu onéreuses ²³ pour gagner la sympathie africaine. Ces deux rivaux seront à l'origine de l'organisation des conférences (Conférence des non alignés par l'URSS et une seconde conférence de Bandung regroupant des pays d'Asie et d'Afrique par la Chine) dans le but de nouer le plus de relations et conquérir de nouvelles amitiés.

²² Antoine Brunet, Jean-Paul Guichard, *La visée hégémonique de la chine, L'impérialisme économique*, L'Harmattan Paris 2011, p 165

²³ En général les frais payés pour un expert technique, effectuant un séjour à l'étranger, se sont élevés à environ 300.000 \$ au début des années 1990 (salaire, logement et allocations inclus). Les experts chinois coûtent pourtant beaucoup moins cher. Par exemple en 1991 des médecins chinois en Gambie ont reçu 80 \$ d'allocation par mois à côté d'une chambre pour vivre, et au Libéria des experts agricoles ont gagné 500 \$ par mois (BRAÛTIGAM, D., 1998, pp. 44 – 47).

Le continent commençait ainsi à intéresser de nouveau à la Chine, qui cherchait à charrier des élans de sympathie idéologique. La Chine va développer un argumentaire anticolonialiste et exprimer sa position de non alignement, qui va séduire les nouvelles élites dirigeantes du continent.

Pour montrer au continent l'importance qu'il revêtait aux yeux de la Chine, Chou En Lai entreprit une longue visite qui le mena dans plusieurs pays entre 1963-1964 (Maroc, Algérie, Tunisie, Mali, Guinée, Ghana, Egypte, Soudan, Ethiopie, Somalie) pour s'assurer de l'ancrage idéologique des nouveaux Etats partenaires de la Chine et des possibilités d'élargir l'assiette idéologique chinoise.

Durant ce long périple de Chou En Lai, la Chine déclina sa feuille de route pour atteindre ses visées politiques axées essentiellement sur la participation aux luttes de libération nationale, le soutien politique mutuel et la solidarité tiers-mondiste (Gaye, 2006, p.67). Par extension les relations sino-africaines sont régies par huit principes, notamment l'égalité entre Chinois et Africains, le respect de la souveraineté des pays receveurs d'aide, l'attribution de celle-ci sous la forme de prêts sans intérêt ou à des taux avantageux, l'aide à l'autosuffisance, lancement de projets nécessitant peu d'investissements... (Aicardi De Saint Paul, 2004)

La Chine réussira une entrée satisfaisante en Afrique avec à la clé la reprise du siège au Conseil de Sécurité de l'O.N.U au détriment de Taiwan dès 1965, grâce au vote africain. Ce qui fera dire à Mao Zedong : « *Si maintenant nous sommes entrés à l'O.N.U ; c'est que les frères pauvres d'Asie et d'Afrique nous ont épaulés* »²⁴.

Pour les récompenser la Chine va mettre à leur disposition un vaste programme d'aide financier et technique pour les maintenir dans son giron ; afin de contrecarrer les visées hégémoniques des Américains et des Soviétiques et de rendre nul l'offensive de reconnaissance diplomatique de Taiwan.

Les relations entre les Etats africains et la Chine vont évoluer et connaître un tournant très important avec l'avènement de Deng Xiaoping à la tête de la République populaire de Chine. La politique extérieure de la Chine a toujours été dépendante de la situation politique intérieure du Parti communiste ; ces nouveaux changements opérés à la tête du Parti vont modifier la tournure des relations entre la Chine et l'Afrique. En déterminant les nouvelles règles de la coopération sino-africaine, l'implication chinoise dans les programmes d'aide et d'investissement va connaître une baisse drastique au point de réduire les ambitions de la Chine pour le continent.

²⁴ (Zhang, Hongming(2000) La politique africaine de la Chine)

C'est l'ère des réformes sous Deng Xiaoping où la Chine est plus préoccupée de résoudre ses problèmes internes et relancer une économie exsangue face à l'échec de la révolution culturelle du grand timonier « Mao », qui faisait passer la grandeur de la Chine avant le bonheur des Chinois. Malgré que ses erreurs économiques aient frisé la naïveté, Mao réussit en vraie politique à inculquer aux Chinois l'orgueil de la Chine. Il les prépara à accepter les contraintes que ferait peser sur eux le développement.²⁵

Cet avènement traduit une volonté manifeste de la Chine de rompre d'avec une mentalité passiviste ; de définir un modèle de développement pouvant leur permettre de sortir de cette impasse et de réussir les *Quatre modernisations* proclamées par Zhou Enlai. Le grand mérite de la Chine est d'avoir su très tôt que sans les réformes nécessaires, point de développement. C'est l'une des grandes leçons chinoises pour l'Afrique qui tarde à reprendre l'initiative et opérer les ruptures nécessaires afin de se positionner et d'être dans les starting-blocks.

La Chine va rompre avec ses visées idéologiques pour plus de pragmatisme en considérant l'Afrique comme un marché potentiel. Le soutien accordé aux pays africains est substitué par une relation fondée sur la promotion des investissements et du commerce extérieur chinois en Afrique. L'empire du milieu ne va pas faire du tout commercial, car Taiwan élargit petit à petit sa zone d'influence et il faut l'isoler diplomatiquement.

Le continent va être l'objet de rudes combats entre Taïpeh et Pékin à coup de contrats et de prêts, c'est le règne de la « diplomatie du don et du chèque » qui verra le Libéria (octobre 1989), le Lesotho (avril 1990), la Guinée-Bissau (mai 1990), le Centrafrique (juillet 1991), le Niger (juin 1992), le Burkina Faso (février 1994), la Gambie (juillet 1995), le Sénégal (janvier 1996), São Tomé et- Príncipe (mai 1997) et le Tchad (août 1997) nouer des relations diplomatiques avec l'Île de Formose. Les changements de ces liens diplomatiques ont toujours été accompagnés de généreux projets d'aide financés par Taiwan, et de promesses d'achever et d'entretenir également des projets commencés par la RPC.

Cependant plusieurs de ces pays ont de nouveau changé de camp: le Lesotho en 1994, le Niger en 1996, le Centrafrique et la Guinée-Bissau en 1998 et le Sénégal en 2005. De même en 1998, Taiwan perd l'Afrique du Sud (son plus important allié en Afrique), qui auparavant n'avait jamais reconnu la RPC. Une valse qui s'explique par l'insolvabilité financière et l'instabilité des régimes politiques. De ce fait, les pays changent de Chine et les Chine transfèrent leurs oppositions sur le continent où les pays se donnent au plus offrant.

²⁵ Daniel Haber-Jean Mandelbaum, *la revanche du monde chinois ? Préface d'Alain Peyrefitte*, Economica 1996.

A partir de 2000, Pékin décida de lancer le forum sino-africain pour renforcer la coopération entre les deux parties et mettre en place une politique adaptée au continent. L'objectif de cette nouvelle forme de coopération est pour les dirigeants chinois de dépasser le bilatéralisme en prônant un multilatéralisme ? Au moment où la mondialisation économique se caractérise par une transnationalité et une « déterritorialisation » (Deleuze et Guattari 1991 :90) avec une élimination progressive des frontières dans un monde devenu un village planétaire.

Le pays continent justifia cette rencontre en se qualifiant comme « *le pays en développement le plus vaste, tandis que l'Afrique concentre le plus grand nombre de pays en développement; l'une et l'autre se rapprochant ainsi par les défis communs à relever: la stabilité sur le long terme, le développement économique et l'amélioration des conditions de vie de leurs populations respectives* » (GAYE, A., 2006, pp. 257-258).

Il fallait jeter les bases d'une forme de coopération capable d'instaurer un espace de dialogue collectif pérenne pour le futur. A cette conférence furent présents 45 pays africains, ainsi que plusieurs institutions internationales et régionales ; elle eut lieu du 10 au 12 Octobre avec quatre chefs d'Etat africains qui étaient présents (Bouteflika pour l'Algérie, Eyadema pour le Togo, Mkapa pour la Tanzanie et Chiluba pour la Zambie) ainsi que le représentant de l'O.U.A (Salim A. Salim) et la partie chinoise était représentée par son Président Jiang Zemin, son vice-président Hu Jintao et Zhu Rongji.

L'Empire du milieu s'organise et oriente le continent selon de nouvelles formes de stratégies avec comme souci principal garantir son approvisionnement énergétique et par vocation de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale (Ditguen, R, 2007 : 22)

La conférence s'est terminée par la publication de deux textes importants: la Déclaration de Pékin et le Programme pour la coopération sino-africaine dans le domaine du développement économique et social. Le premier a eu une portée plus politique, indiquant la vision de Pékin et le devoir de faire sortir les pays africains du sous-développement.

Le deuxième a prôné la promotion de la coopération Sud-Sud, l'amélioration des relations Nord-Sud à travers le dialogue, une participation aux affaires internationales sur une base d'égalité et l'établissement d'un partenariat à long terme au bénéfice de la Chine et de l'Afrique²⁶. Par la même occasion, la Chine a annulé une partie de la dette des pays africains à hauteur de 10 milliards \$.

²⁶ (AICARDI DE SAINT-PAUL, Printemps 2004, [www.african-geopolitics.org /home french. htm](http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm))

Trois ans plus tard le deuxième forum s'est déroulé à Addis-Abeba (le 25 et 26 novembre 2003) en présence du Premier ministre chinois Wen Jiabao, d'une douzaine de dirigeants Africains, de représentants ministériels ainsi qu'environ 600 chefs d'entreprises (dont 150 Chinois). À l'issue de cette conférence, un plan d'action (d'Addis Abeba) a été adopté, définissant les idées directrices et les principaux objectifs pour renforcer la coopération sino- africaine entre 2004-2006.

Ainsi la Chine s'est engagée à renforcer sa coopération avec les pays africains (les 45 qui ont participé à la conférence) dans les domaines de la sécurité et de la paix, dans les domaines prioritaires identifiés par le NEPAD, tels que les infrastructures, la prévention et le traitement des maladies transmissibles et infectieuses comme le Sida, le paludisme et la tuberculose, le développement des ressources humaines et de l'agriculture.

Sur le plan économique les deux parties ont décidé de promouvoir leur coopération dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures, du commerce, de l'investissement, du tourisme et de l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi la Chine s'est engagée à élaborer un plan d'action dans les différents domaines, encourageant les entreprises chinoises à participer activement aux projets en Afrique (tels que l'agriculture ou les infrastructures) et à développer leur coopération dans d'autres secteurs (comme les transports, les télécommunications, l'énergie et l'alimentation en eau et en électricité).

Un autre objectif a été de favoriser un commerce équilibré entre la Chine et l'Afrique et d'exempter un certain nombre de produits des droits de douane en provenance des pays africains les moins avancés pour faciliter leur accès au marché chinois. L'intensification des investissements dans les deux sens a été promue, de même que le gouvernement chinois a encouragé les entreprises chinoises à investir en Afrique. Dans les domaines du tourisme, de l'éducation et de la formation, une intensification des relations a été décidée (GAYE, A., 2006, pp. 258-260).

En 2006 s'est tenu le troisième forum sino-africain, un sommet qualifié « d'évènement historique » par le président Hu Jintao et où 41 des 48 pays invités se sont retrouvés au Palais du peuple à Pékin. Ce forum va ainsi suivre la logique des conférences précédentes et a joué la carte de la parenté entre la Chine et l'Afrique, comme l'a déclaré Hu Jintao en disant que : « *la Chine sera toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique* » (YAHMED, M.B., novembre 2006, p. 47).

Dans la même année, la Chine publie en janvier un livre blanc sur sa politique de liaison avec l'Afrique qui précise : « *la Chine œuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la*

coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique »²⁷. Cette position reprend les principes généraux de la coexistence pacifique-qui demeurent pour Pékin d'actualité et s'expriment quasiment dans les mêmes termes depuis la déclaration publiée lors de la visite de Jiang Zemin en 1996, jusqu'aux cadres fondateurs du Forum de Coopération Chine Afrique (China-Africa Coopération Forum) en 2000²⁸.

C'est l'ancrage du nouveau rapprochement entre la Chine et l'Afrique, après plusieurs années d'intenses activités de rapprochement diplomatique et de prospection commerciale. Si les deux premiers sommets n'ont pas connu l'effet escompté, force est de reconnaître l'énorme succès du forum de 2006, qui a fortement gagné en importance par la participation de la majorité des pays africains. Les dirigeants ne vont pas lésiner sur les moyens en annonçant une augmentation du volume commercial entre les deux parties en vue d'équilibrer la balance commerciale, une aide financière plus importante, des signatures de contrat, l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés et pour les PMA²⁹.

Pour les pays africains, ce partenariat leur permet de profiter d'un certain nombre d'avantages et de créer de la concurrence pour leurs partenaires traditionnels que sont l'Europe et les Etats-Unis. De même ils bénéficient d'une ouverture d'un nouveau marché, de potentialités d'investissement et de crédits à moindre coût sans être soumis à des critères de bonne gouvernance.

La troisième tournée de Hu Jintao (30 janvier au 10 Février 2007) laissait présager de l'intérêt énorme que la Chine a par rapport au continent africain. Cet intérêt se traduit par l'augmentation du volume d'échanges entre les deux parties et la multiplication des investissements chinois en Afrique. Une rencontre qui aura permis la signature de contrats portant sur des projets énormes de construction et d'exploitation de gisements miniers.

La place du sommet sino-africain est à mesurer à l'aune de cette nouvelle démarche stratégique permettant de pérenniser les acquis en matière coopération et de permettre aux entreprises chinoises de signer des contrats avec les Etats africains.

L'exposé de cette historique entre la Chine et l'Afrique n'est pas fortuit, il nous permet de voir que jusqu'ici c'est la Chine qui pense, oriente et dicte la conduite des événements. Cela veut dire que l'Afrique est demeurée le wagon et n'a jamais cherché à être une locomotive dans ses relations avec les autres. Il faut oser repenser le principe du « gagnant-gagnant », tel que théorisé par la Chine. En disposant d'une feuille de route

²⁷ La politique africaine de la chine www.chineafrique.com.

²⁸ Valérie Niquet, *la stratégie africaine de la Chine*

²⁹ Les pays les moins avancés

prenant en compte les objectifs de développement du continent en s'inspirant des conclusions du Nepad et des autres politiques de développement.

Contrairement à l'attente des pays africains, la Chine n'opère pas la rupture attendue et tend à renouveler le vieux schéma occidental qui consistait à exporter des produits manufacturés et d'importer des matières premières nécessaires à la survie d'une économie chinoise fortement dépendante en énergie. Accusée de « néo-colonialisme » par ceux qui avaient mis à genoux les économies africaines en pillant les ressources, le nouvel ami de l'Afrique répondit par la voix de son Président : « *La Chine n'a jamais imposé sa volonté ou des pratiques inévitables à d'autres pays et ne le fera jamais. Elle ne fera assurément rien qui puisse nuire aux intérêts de l'Afrique et de ses peuples* ³⁰ ». Malgré ces dénégations chinoises, les dernières statistiques sur les échanges entre les deux parties révèlent que l'Afrique est toujours dans ce cercle vicieux « exportation de matières premières contre importation de produits manufacturés ». Quelles sont les réactions sous les tropiques ? On entend des « cela ne peut plus continuer », si cela ne peut plus continuer, eh bien, ce « ne peut plus continuer se répète à l'infini ».

On ne va pas jeter l'anathème à la Chine sous prétexte qu'elle est plus intéressée par les matières premières africaines ; il faut poser la question de savoir qu'est ce que l'Afrique a à proposer en dehors de ses ressources ? Intégrée dans la division internationale du travail en tant que fournisseur de main-d'œuvre et de matières premières bon marché. Le continent est incapable d'exploiter les minerais et les matières premières pour développer des industries de transformation ainsi qu'une base humaine très qualifiée afin de soutenir la croissance et le développement. L'Afrique doit penser une stratégie d'engagement afin de pouvoir faire face à l'économie la plus puissante qui souhaite s'imposer dans le futur. Sortir de la dictature des urgences et des conditionnalités de circonstances.

Pour une stratégie d'engagement prospective

Les relations entre la Chine et l'Afrique peuvent relever du paradoxal, si on l'analyse sous le prisme d'un rapport entre un pays-continent et un continent avec des pays. Cette relation peut être très problématique dans le sens où la Chine est unique et que l'Afrique ou les Afriques selon certains détracteurs est ou sont multiples. Il en ressort une difficulté d'élaborer une stratégie d'engagement en dehors des institutions qui doivent parler d'une seule et même voix pour les mêmes intérêts.

³⁰ Discours de Hu Jintao à l'Université de Pretoria lors de sa visite en Afrique du sud en février 2007.

Conscient des difficultés et d'un vide organisationnel au niveau continental, le gouvernement chinois, s'emploie à tisser des relations de pays à pays. Prenant en compte des facteurs historique, géographique, économique et humain variés. Les autorités de Pékin mettent en œuvre des projets très différents en Afrique, adaptés aux besoins et ressources des pays avec lesquels l'empire du milieu développe sa coopération : la préparation d'une zone économique spéciale en Zambie, une ligne de chemin de fer transnationale au Gabon, une raffinerie au Soudan.

C'est la mise à mort du multilatéralisme prônait par la Chine au forum de Pékin en 2000 au profit du bilatéralisme, qui ne peut répondre qu'à des situations urgentes et non prospectives. C'est la stratégie du diviser pour mieux négocier, la Chine fragilise l'équilibre des institutions sous régionales et continentales. Nos pays ne peuvent pas séparément faire face au pays-continent. La stratégie du « marcher ensemble et frapper séparément » ne plaidera pas en leur faveur. Il faut reprendre l'initiative pour une stratégie d'engagement à même de pouvoir sauvegarder les intérêts du continent.

En pensant à créer une nouvelle voie, qui est le futur chantier du continent, quand on voit que dans l'évolution des rapports entre les deux parties, la Chine a toujours défini et orienté l'agenda. Pour cela il faut sortir de la dictature des urgences et osez inventer l'avenir africain

On ne peut se projeter dans le futur qu'en questionnant son passé, et l'un des problèmes majeurs du continent africain c'est comment asseoir une conscience historique forte pour une Afrique décolonisée mentalement et projetée dans le futur. Ce n'est pas un hasard si la Chine en est arrivé à ce stade de développement, les Chinois sont passés maîtres dans la réécriture de leur histoire, gommant ou modifiant les passages qui ne collaient plus, au point que l'on a pu dire Chine il était presque délicat de prédire l'avenir que le passé³¹.

Ce peuple a compris que conduire en ayant l'œil rivé sur le rétroviseur du passé, il y'a de fortes chances que l'on rate le virage de l'avenir. En lieu et place des lamentations sans lendemain sur les méfaits de la mondialisation et de la globalisation, des politiques d'assistance et de la main tendue, convient-il de se soucier de l'Avenir. Ce dernier ne viendra pas tout seul, mais de la volonté de l'imagination autant que de l'action.

C'est pourquoi l'Afrique a besoin de la Chine pour comprendre qu'elle peut s'en sortir La présence chinoise doit elle nous faire peur ? Devant la supposée menace chinoise entretenue par les occidentaux et leur intelligentsia .La réponse à cette interrogation nous

³¹ La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping, Editions Le Monde Poche, 1995 p 36.

l'empruntons à feu Tajudeem³² « Ne vous tourmentez pas! Organisez-vous ». S'organiser en ayant le droit de penser la question chinoise sous l'aune des réalités et intérêts africains et non plus sous le prisme de l'hégémonie idéologique occidental.

Les pays africains doivent s'organiser pour une meilleure réactivité par la mise en place d'actions de gestion rationnelle et mesurée de leurs ressources pour un meilleur équilibre des relations commerciales. En faisant preuve de moins de frilosité et de légèreté pour un système de relations économique interafricain construit autour d'objectif d'équilibre des échanges commerciaux³³. La stratégie d'engagement des Etats africains face à cette nouvelle forme de coopération « gagnant-gagnant » selon les gouvernements de ces puissances, « néocolonialisme » selon les détracteurs doit être axée sur la prospective.

Si la Prospective est selon le mot de Gaston Berger, « **la science du comprendre l'avenir en vue de contribuer à le faire** ». Dès lors, il ne s'agit nullement de refuser la prétendue main tendue des pays émergents pour une coopération Sud-Sud, mais précisément de formuler à quelles conditions et selon quelle temporalité, les relations entre les pays émergents et l'Afrique peuvent être porteuses de sens et ne sauraient prendre l'allure que le système colonial et néo colonial avec ses institutions monétaires nous ont imposés ; jusqu'à se transformer en un appareil destructeur des sociétés et des civilisations

Faire en sorte que ces investissements/projets puissent apporter un développement local à long terme et non plus une simple stratégie de prélèvement, suivant une logique postcoloniale, sans véritable transfert de technologie. D'un autre côté, considérer ces arrivées comme une nouvelle opportunité pour l'Afrique, favorisant la lutte contre des dysfonctionnements structurels profonds.

A partir de là, l'Afrique doit savoir tirer profit de ces opportunités en se posant en tant que réel partenaire des pays émergents et non en tant que quémandeuse. Malheureusement, la situation actuelle des institutions africaines, par leur manque de réalisations concrètes, ont du mal à se poser comme interlocuteur de la Chine, de l'Inde etc. et à mettre en place une réelle politique. A moins de vouloir rentrer dans l'histoire à reculons et de laisser aux autres la faire pour nous pour demeurer toujours supplétifs.

D'où la nécessité de disposer d'un cahier des charges pour négocier avec les Chinois sur la base d'un document stratégique commun comme le NEPAD³⁴

³² Tajudeem Abdul-rahma, la vérité aux puissants, Pambazuka Press Codesria

³³ Op cit p13.

³⁴ Nouvel partenariat pour le développement

De nouvelles stratégies doivent être établies sur de nouvelles références et de bâtir une échelle nouvelle des objectifs et de finalités susceptible d'inverser le cours de nos relations. Ce travail ne pourrait être fait sans l'intelligentsia africaine, une élite décomplexée qui ne verse plus dans l' « auto-victimisation » et l' « auto exclusion » en osant créer l'avenir.

La guerre des idées que les think thank africain doivent mener à faire face à ces lobby prochinois composés d'universitaires, de journalistes, d'hommes politiques, ces idéologues de la nouvelle mission civilisatrice chinoise qui nous poussent à nous jeter dans les bras de la Chine sans penser à la menace qui pèse sur les tissus industriels déjà fragiles des pays africains. A moins que le cogito africain ait failli et de nul effet. Sans anticipation ni prévision et prospective, l'Afrique va au désastre.

A moins donc de vouloir rentrer à reculons dans une Histoire du futur qui sera écrite par les autres, la matière principale de nos délibérations devrait intégrer l'Avenir. Si le critère d'éligibilité dans l'avenir est la Liberté [de penser et d'entreprendre ou de rêver le monde présent], il y a lieu de savoir si nous satisfaisons à cette condition. S'il faut libre pour avoir droit à l'Avenir ou envisager ce dernier, le sommes-nous ? En particulier dans les matières stratégiques comme l'économie ou la monnaie.

S'il y a donc une conviction prospective dans les relations entre les pays émergents et le continent, c'est que nous n'aurons pas d'Avenir sans Indépendance ni Implication dans tous les domaines, à commencer par le choix d'une stratégie d'engagement maîtrisée, et édifiée comme tel, d'après des modèles de transformation sociale qui nous sont propres, voulus par nous-mêmes, notamment en matière d'économie, d'environnement.

Conclusion

Faut-il avoir peur des pays émergents ? Poser cette interrogation c'est se demander si l'Afrique a-t-elle un cahier de charges pour décider de son avenir et cesser de faire du « babysitting » ou du « confiage » de son économie. Le continent ne doit plus subir les événements. Dès lors, il doit disposer de son propre agenda afin de parler d'une seule et même voix avec méthode, objectifs et stratégies pour ne pas sombrer dans l'anéantissement le plus total.

Face à une puissance hégémonique comme la Chine au régime politique totalitaire et à la démarche économique mercantiliste. Le modèle chinois de développement peut faire peur à certains nourris à l'idéologie démocratique de type occidental, qui articule réforme démocratique et développement économique. Un capitalisme totalitaire triomphant face au modèle de capitalisme occidental basé sur les valeurs démocratiques. Faisant du continent

africain leur nouveau théâtre de combats. C'est le lieu où se mène cette guerre froide à distance entre pays émergents et puissances traditionnelles.

Quelle doit être la position et la réaction du continent face à un conflit qui oppose un impérialisme ascendant aspirant à une domination mondiale devant un impérialisme dominant encore la scène internationale mais sur le déclin. En ces périodes de mondialisation accélérée où les nations les plus puissantes ainsi que des groupes de pouvoir multiples déstabilisent les nations les moins outillées par les manipulations des cours des change, des marchés des capitaux, du prix du pétrole ou des cours des denrées alimentaires mondiales.

D'où la nécessité de définir une nouvelle stratégie d'engagement des pays africains à travers des institutions fortes afin de pouvoir jouer à forces égales contre ces nouvelles puissances. La démarche prospective se situe pour ainsi dire au-delà de l'urgence dans laquelle nos relations sont construites et déterminées par ces puissances à agir selon les principes de Berger : « Voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques, penser à l'homme ».

Bibliographie

- ADDA, J. *La mondialisation de l'économie*, tome 2 : Problèmes, Editions La Découverte
- AICARDI Marc de Saint-Paul, « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt » Paris, 2004.
- AMIN. S, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Editions Anthropos, Paris.
- A. Kateb, *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC changent le monde*, Paris : Ellipses, 2011, 272 p.
- Antoine Brunet, Jean-Paul Guichard, *La visée hégémonique de la chine, L'impérialisme économique*, L'Harmattan Paris 2011.
- BANGUI .Thierry, *La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique, Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir ?* L'Harmattan 2009.
- BAYART J.F., *La réinvention du capitalisme*, Paris, Editions Karthala, 1994.
- DANIEL Haber-Jean Mandelbaum, *la revanche du monde chinois ? Préface d'Alain Peyrefitte*, Economica 1996.
- GAYE Adama, *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*, l'Harmattan 2006.
- GOLDSTEIN Andrea, Pinaud Nicolas, Reisen Helmut, Chen Xiaobao, *L'essor de la Chine et de l'Inde, quels enjeux pour l'Afrique ?* , OCDE, Paris, 2006, Pages 35 à 45.
- HARDT, M. et Antonio Negri, 2000, *Empire*, Paris, Exils Editeur
- JAFFRELOT C. (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris : Presses de Science Po, 2008.
- KABOU A., *Et si l'Afrique refuserait le développement*, Paris, L'harmattan, 1993.
- La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping*, Editions Le Monde Poche, 1995.

- MANGUELLE D.E., *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel*, Paris, Editions Nouvelles du Sud, 1991 ,180p.
- NIQUET Valérie, « *La stratégie africaine de la Chine* », *Politique étrangère*, février 2006.
- TADJUDEEM Abdul-rahma, *la vérité aux puissants*, Pambazuka Press Codesria
- VERCUEIL J, *Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis*, Paris : Bréal, 2010, 207 p. Deuxième édition actualisée et augmentée : même titre, Bréal, Paris, juillet 2011, 221 p.
- WALLERSTEIN.I, *Comprendre le monde, Introduction à l'analyse du système-monde*, Ed La Découverte, Paris 2006.
- Articles&Rapports
- Enda Prospectives, *L'impact de l'émergence Chinoise et Indienne en Afrique*, étude de cas sur le Sénégal, OCDE, 2007, 75 pages.
- L'Etat de l'Afrique 2007, Hors Série *Jeune Afrique* n° 15, Avril 2007, Paris, p. 18 à 54.
- Rapport annuel sur l'investissement de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, chiffres cités dans « Le groupe indien Tata Steel prêt à racheter le sidérurgiste Corus », *Le Monde*, 17/10/2006
- Zhang Hongming (2000) *La politique africaine de la Chine*. Institut d'Etudes sur l'Asie occidentale et l'Afrique, Académie des Sciences Sociales de Chine.
- Articles de presse française sur la Chine en Afrique : Dossier : « Faut-il avoir peur de la Chine ? », *Jeune Afrique* n°2392, Paris, novembre 2006.
- Lacoste Yves, « *Quand la Chine change le monde* », *Hérodote* n° 125, Paris, 2 eme
- La politique africaine de la chine www.chineafrique.com.
- http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/01/25/les-pays-emergents-dans-le-monde_1296196_3234.htm
- Imbert Anne, « *Quand la Chine fait son bol de riz sous le regard inconscient de l'occident* », <http://www.news.batiweb.com;09/08/11>.
- Marianne* http://www.marianne-en-ligne.fr/edocs/00/00/65/8E/document_article_marianne.phtml.